

## Intervention de politique générale 8 Avril 2022

Monsieur le Président, Chèr.es collègues,

**43 jours.** 43 jours depuis le début de l'invasion russe en **Ukraine**. 43 jours de combats terribles et de drames humains effroyables. Après les bombardements de civils, le cauchemar humanitaire de Marioupol, les récents massacres à Boutcha sont les dernières manifestations des crimes de guerre perpétrés par les forces russes. Nous condamnons fermement cette guerre et les atrocités commises par les troupes de Vladimir Poutine.

43 jours de résistance héroïque de la part du peuple ukrainien auquel nous voulons adresser nos plus vifs soutiens. Les écologistes défendent toutes les initiatives visant à soutenir l'armée et le peuple d'Ukraine dans sa résistance déterminée face à l'agresseur russe. Nous demandons un embargo sur le gaz et le pétrole russe, ainsi que le retrait de TOUTES les entreprises françaises de Russie.

Dans l'attente d'une solution diplomatique en faveur de la paix et d'un cessez-le-feu, que nous espérons rapides, **l'accueil des réfugié.e.s** figure au rang des urgences humanitaires. Plus de 4 millions d'ukrainiennes et d'ukrainiens ont fui leur pays. Nous devons promouvoir un accueil et une solidarité sans faille pour toutes les victimes de ce terrible conflit. A ce titre, nous saluons l'initiative européenne sur la protection temporaire des réfugié.e.s venant d'Ukraine. Nous proposerons d'adresser un vœu à l'Union Européenne en faveur d'un traitement équitable de tous les réfugié.e.s fuyant les guerres, les dictatures, les persécutions et les catastrophes climatiques, quel que soit leur pays d'origine.

Par delà les drames humains, le conflit en Ukraine a des **impacts très forts sur l'économie mondiale et les populations les plus précaires**. La pénurie de l'offre des matières premières énergétiques et alimentaires a entraîné une très forte hausse des prix. En Bretagne, de nombreux secteurs sont impactés. Des mouvements de protestation expriment une inquiétude légitime. La hausse des prix, notamment des carburants, pèse sur les familles les plus précaires, alimentant la crise sociale.

Il est regrettable que l'on attende trop souvent les crises pour engager les transformations profondes dont notre monde a tant besoin. Ce conflit en Ukraine a donné un écho particulier à des revendications portées de longue date par les écologistes pour limiter les effets des dérèglements climatiques.

Relocaliser la production alimentaire ; mettre un terme à la double-dépendance du secteur agricole aux importations et aux exportations ; accélérer la transition énergétique pour s'affranchir des énergies fossiles produites dans des pays hermétiques à la démocratie et aux droits de l'homme : ce sont les solutions défendues par les écologistes depuis bientôt un demi-siècle.

A rebours de l'histoire, les climato-sceptiques et les adeptes du productivisme à tout prix cherchent n'importe quel prétexte pour détourner des transitions nécessaires. On l'a vu avec les attaques de la stratégie européenne De la ferme à la fourchette. Nous devrions plutôt promouvoir la souveraineté alimentaire partout et accélérer les transitions en faveur d'une agriculture décarbonée, saine pour l'environnement et les consommateurs, rémunératrice pour les paysannes et paysans, indépendante du commerce mondial et des marchés financiers.

Ces enjeux de transitions alimentaires et agricoles devraient figurer parmi les priorités de la politique régionale en Bretagne. Pourtant, si certaines actions isolées semblent aller dans le bon sens, la Région ne porte pas de stratégie suffisamment claire et ambitieuse sur ces sujets.

Depuis l'élection, qu'avez-vous fait par exemple sur les **algues vertes**, ce problème qui dure depuis plus de 50 ans, qui pollue nos plages, empoisonne notre air et révèle un modèle d'élevage dépendant des importations ? Au moment de l'élaboration du nouveau plan sur les algues vertes, quel cap, quelle stratégie, quel engagement financier de la Région ? C'est le sens de notre question orale que nous poserons demain matin.

Nous attendons également avec impatience le référentiel promis sur **l'éco-socio-conditionnalité** des aides régionales, en particulier dans le secteur agricole, car dans les faits, on n'y est toujours pas. Vous aviez promis d'agir pour le climat et les transitions, nous sommes encore très loin d'une politique en cohérence avec l'objectif de l'Accord de Paris.

Le conflit en Ukraine impose d'accélérer la **transition énergétique** afin de préparer un avenir sécurisé, à la fois délié des énergies fossiles et de l'atome.

Il est plus qu'urgent de réduire les consommations d'énergie dans tous les secteurs. On sait par exemple que les consommations d'énergie de l'agriculture bretonne ont augmenté de 45% depuis 2000.

Il est plus qu'urgent de massifier la dynamique de rénovation thermique. On sait que le bâti représente 40% de la consommation totale de l'énergie en Bretagne.

La Bretagne reste très dépendante de l'extérieur pour son approvisionnement énergétique : les produits pétroliers représentent 47% de l'énergie consommée. La production d'énergies renouvelables doit s'accélérer. Paix, climat, même combat.

Les énergies renouvelables sont une vraie filière d'avenir, permettant de relocaliser sur notre territoire des activités industrielles, créatrices d'emplois.

Là encore, nous attendons une stratégie cohérente et ambitieuse. Le budget de la Région consacré en 2022 à la planification énergétique territoriale et à la mobilisation citoyenne dans la transition énergétique n'est absolument pas à la hauteur de l'urgence.

Ce lundi, j'ai lu avec effroi les conclusions du dernier volet du sixième **rapport du GIEC**. Nous avons 3 ans pour agir afin de respecter l'Accord de Paris, limiter le réchauffement climatique à 1,5°C et atteindre un pic des émissions d'ici à 2025. 3 ans.

Après les volets sur les impacts, ce rapport met en lumière les solutions, et attention, *spoiler* : nous les connaissons déjà. Réduction massive des énergies fossiles, développement des énergies renouvelables, transformation des modes de vie. La bonne nouvelle, c'est qu'agir coûtera beaucoup moins cher que l'inaction climatique. C'est donc, comme souvent, une question de volonté politique.

Je terminerai en citant les mots du co-président du groupe III du GIEC, Jim Skea : "*Nous savons quoi faire, nous savons comment le faire, et maintenant il faut décider de le faire.*"

Je vous remercie.